

## AKTUELL



POLICE

## Deux classes ?

Luc Caregari

**La réunion annuelle du syndicat de la police grand-ducale (SNPGL) est l'occasion de tâter le pouls des forces de l'ordre. L'avant-projet de loi sur la réforme de la police est connu, et le moral n'est pas au beau fixe.**

Comme tous les ans, la grande salle du centre civique de Hesperange était pleine à craquer, les derniers arrivants devaient même se contenter de rester debout pendant toute la réunion. Mais cela ne semblait pas gêner les affiliés au SNPGL, qui revendique la majeure partie des forces de l'ordre. Enfin celles qui sont sur le terrain, car la direction de la police grand-ducale, tout comme leur chef politique, le ministre de l'Intérieur Jean-Marie Halsdorf, ne figurent pas vraiment au palmarès des personnes les plus appréciées du syndicat.

Au centre des doléances des policiers : la possibilité, envisagée par une note du ministère de l'Intérieur, qu'à l'avenir la carrière B1 serait requise pour les membres de la police judiciaire. Cela dans le souci de pallier les difficultés de recrutement dans cette branche de la police. En même temps, les inspecteurs resteraient classés dans la carrière D. Inacceptable pour la SNPGL : « Nous devons tout faire pour éviter une guerre des polices », tonnait leur secrétaire Maurice Meysenburg. En effet, l'introduction d'une telle carrière, si elle restait réservée aux policiers en civil, risquerait de scinder le corps de la police. Alors que, selon le SNPGL, le problème pourrait aussi être résolu en cédant à une de leurs plus vieilles revendications : l'obligation d'avoir passé avec succès l'enseignement secondaire ou secondaire technique pour accéder à la carrière d'inspecteur et d'avoir fait au moins cinq ans d'enseignement secondaire pour celle de brigadier. Ainsi, les premiers pourraient accéder à des grades plus élevés que la carrière D et tout le monde serait content. Si seulement la hiérarchie l'entendait de la même

oreille : « L'année dernière, nous pensions encore que le ministre et le directeur général de la police seraient avec nous pour réaliser notre revendication. Entre-temps, le ministre nous a fait savoir qu'il n'en était rien », a précisé le membre du comité de la SNPGL, au cours de son intervention.

Mais il semble que le SNPGL veuille plutôt préparer ses membres à envisager des compromis avec le ministère que de l'affronter. C'est en tout cas ce qu'on pouvait lire entre les lignes des discours du président du syndicat Albert Ressel, - dont c'était d'ailleurs la dernière assemblée ordinaire - et de Maurice Meysenburg. En somme, ils ont affirmé qu'il fallait renoncer aux jalousies et qu'il fallait prendre les occasions comme elles se présentaient.

Autre revendication d'un ordre plus pratique : les munitions des policiers. Il semble que, ces derniers temps, celles-ci soient de plus en plus défectueuses. Le ministère a été mis au courant de ce problème et a fait tester les munitions dans un laboratoire spécialisé en Allemagne - mais depuis lors, silence radio. Et pour cause, expliquait le secrétaire général : « Je sais pertinemment que nos munitions n'ont pas réussi le test. » Une question parlementaire vient d'ailleurs d'être posée à ce sujet par Xavier Bettel, député-maire de la capitale et également présent à l'assemblée.

Concernant les statistiques criminelles, le SNPGL maintient ses préoccupations : si les vols ont légèrement baissé, les agressions contre les policiers restent à un niveau élevé - sans pourtant s'accroître comme cela a été le cas durant les années précédentes. En d'autres termes, ce sont souvent les policiers qui font les frais de la dégradation du climat social. Pourtant, il est étonnant qu'aucun représentant syndical n'ait mis le doigt sur un autre chiffre important issu des statistiques 2012 : celui des attentats à la pudeur et des viols, qui ne cesse d'augmenter depuis 2008.

## SHORT NEWS

### Un acte de guerre contre la Chypre

Pour l'économiste français Jacques Sapir, le « blocus monétaire » qui vient d'être décrété par le chef de la Banque centrale européenne (BCE) constitue un blocus économique, c'est-à-dire, en termes de droit international, un véritable acte de guerre. Si le gouvernement chypriote ne présente pas au début de la semaine prochaine une alternative « valable » au plan de sauvetage refusé quasi unanimement par le parlement élu, les transactions, notamment entre les banques chypriotes et celles des autres pays de la zone euro, seront interrompues. Ce qui équivaldrait, selon Jacques Sapir, à une condamnation à court terme de ces banques avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir pour le pays tout entier. Quant aux arguments avancés, comme quoi cette mesure aurait été prise suite à un doute d'insolvabilité qui se serait installé, le directeur d'études de l'Ecole des hautes études en sciences sociales rappelle que ces doutes existaient depuis le début de l'été 2012. Il s'agit donc clairement de faire pression à très court terme sur l'exécutif et le législateur d'un petit pays en difficulté, pour suivre le « diktat » de l'Eurogroupe. Ce qui a été vendu comme un consensus entre les différents acteurs - y compris le gouvernement chypriote - se révèle être un véritable ultimatum qui ne laisse plus d'espace à un vrai débat démocratique.

### Erster Bericht der Ombudsfrau

Zwei Missstände hob Lydie Err am vergangenen Donnerstag anlässlich der Präsentation ihres Tätigkeitsberichts (Oktober 2011 bis Ende 2012) hervor: die Situation minderjähriger Straffälliger und deren mangelhafte Unterbringung in den Haftanstalten Schrassig und Dreibern, sowie die Praxis psychiatrischer Zwangseinweisungen. Hier sieht die Ombudsfrau dringenden Handlungsbedarf. Vor allem was die Infrastruktur in den Haftanstalten betrifft, seien die Zustände unzumutbar; die Zellen häufig zu klein und nicht auf die Bedürfnisse der Insassen ausgerichtet. Auch Einzelhaft von Minderjährigen findet noch statt. „Die Internierung von Kindern in Schrassig ist etwas, das absolut inakzeptabel ist“ meint Err. Selbst wenn es noch keinen konkreten Plan gebe, wie mit den internierten Jugendlichen zu verfahren sei, dürften Minderjährige zukünftig nicht mehr mit Erwachsenen zusammengesperrt werden. Ferner würden noch zu viele Personen mit psychischen Problemen gegen ihren Willen eingewiesen. Die Zustände in den psychiatrischen Einrichtungen im Centre Hospitalier Luxembourg (CHL) wie dem in Esch seien ebenso wie in Ettelbrück mangelhaft. Abhilfe für diese strukturellen Probleme, kann nur die Einrichtung alternativer Strukturen und eine baldige Reform des Strafvollzugs schaffen.

### Nationalité : le débat est clos

Après avoir lancé un débat public et parlementaire, le ministre de la Justice François Biltgen a fait ses choix et a présenté son projet de loi relatif à la nationalité luxembourgeoise. D'abord au conseil des ministres, où il a été adopté le 13 mars, puis à la presse jeudi dernier. Le bilan est toutefois plutôt maigre et ne comporte en somme que les compromis que Biltgen avait déjà annoncés lors des débats : la durée de résidence est ramenée de sept à cinq ans et la nouvelle loi permet désormais la possibilité d'une interruption de résidence. C'est moins une avancée qu'une stricte nécessité, car beaucoup d'étrangers nés sur le territoire ayant étudié ou travaillé quelques années à l'étranger se retrouvaient bloqués à cause de cette disposition. En même temps, les tests de langue sont adaptés à la réalité. Outre un système de compensation, les étrangers avec une durée de résidence supérieure à 20 ans en seront dispensés, comme ceux pouvant prouver une scolarité d'au moins sept ans sur le territoire. Par contre, l'obligation pour tous les demandeurs de participer à un cours d'instruction civique risque de faire encore débat - d'autant plus que le texte ne précise rien sur les contenus, ni sur la langue dans laquelle ces cours seront dispensés.